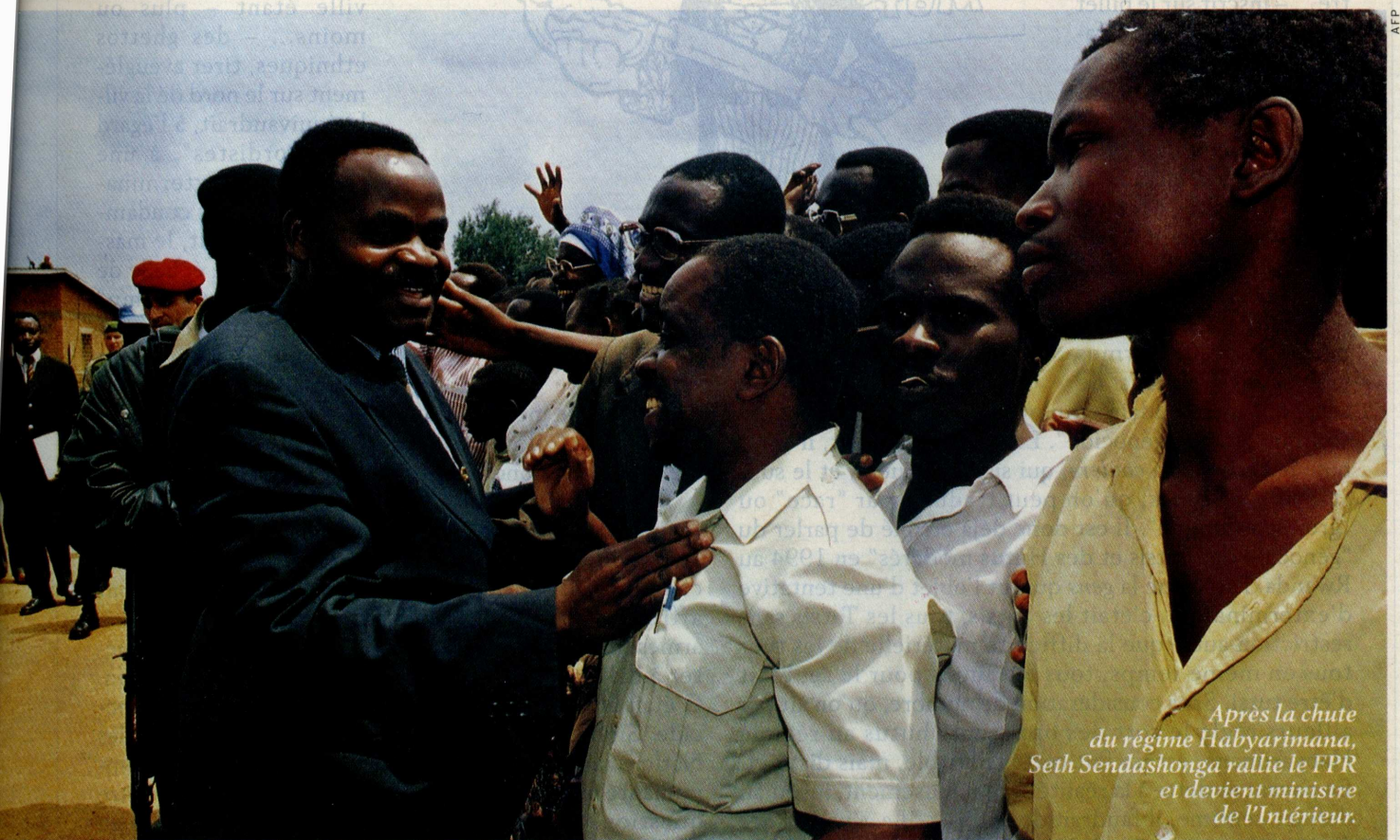


RWANDA

# Seth Sendashonga : "Le régime autorise les massacres"

**S**eth Sendashonga était ministre de l'Intérieur du Front patriotique rwandais (FPR) lors de son arrivée au pouvoir en juillet 1994. Hutu, chef d'une organisation étudiante opposée au régime Habyarimana, et à ce titre exilé du Rwanda depuis 1975, il avait rallié le FPR en 1992, en devenant rapidement l'un de ses idéologues. En désaccord avec Paul Kagame, l'homme fort du Rwanda, sur la politique répressive menée à l'intérieur du pays, il a

démissionné et s'est réfugié à Nairobi (Kenya) en septembre 1995. Quelque temps plus tard, il échappait à une tentative d'assassinat. Dans cette interview à "L'Autre Afrique", Seth Sendashonga revient sur les origines du génocide, analysant les responsabilités des uns et des autres, et explique pourquoi la réconciliation nationale est aujourd'hui impossible au Rwanda, à moins d'une intervention de la communauté internationale.



Après la chute du régime Habyarimana, Seth Sendashonga rallie le FPR et devient ministre de l'Intérieur.

**L'Autre Afrique : Que s'est-il passé en 1990, quand les réfugiés tutsis d'Ouganda ont lancé leur guerre contre le régime d'Habyarimana ?**

**Seth Sendashonga :** Le problème des réfugiés avait été occulté par le régime, mais les dirigeants connaissaient les intentions du FPR depuis longtemps. Ils souhaitaient cette guerre. Habyarimana s'en est servi pour apparaître comme le seul rempart

de la nation contre ce que la propagande présentait comme une tentative de restauration de la monarchie tutsie. Cette année-là, Habyarimana avait été contraint par le discours de La Baule d'adopter le multipartisme, et les mailles de son filet s'étaient un peu desserrées. Il a utilisé la menace du FPR pour resserrer sa dictature. Il est allé jusqu'à créer de toutes pièces une attaque de Kigali par le FPR. Il s'en

est servi pour arrêter des dizaines de milliers de personnes qu'il a dû relâcher un an plus tard, cédant à la pression internationale.

**Comment avez-vous réagi à cette première attaque du FPR contre le Rwanda ?**

J'avais prévenu le gouvernement d'Habyarimana des intentions belliqueuses du FPR. Sa réaction a été celle que je viens

# ne actuel

de décrire : des simulacres et des arrestations massives. Je me suis donc dit que ce régime méritait qu'on le combatte par tous les moyens et je me suis rapproché du FPR. Celui-ci apparaissait à l'époque comme l'unique alternative à la dictature d'Habyarimana, car l'opposition intérieure était écrasée.

## Quels étaient vos liens avec le FPR à cette époque ?

Je connaissais le programme politique du FPR depuis 1982. Il présentait en filigrane la thèse d'un triptyque bienheureux hutus-tutsis-twa sous l'époque de la monarchie, avant la colonisation. J'étais en total désaccord avec cette idée qui est selon moi un mensonge fondamental, car les conflits ethniques et sociaux existaient au Rwanda avant la colonisation. Je refusais donc, dans un premier temps, de me joindre à eux. Mais le FPR m'a contacté de nouveau à Kampala en 1991. Je leur ai dit que j'étais d'accord pour les rejoindre à une condition : qu'ils reconnaissent dans leur préambule la légitimité de la révolution sociale de 1959 et réfutent leur idéologie d'un passé pré-colonial idyllique. Ils m'ont donné le feu vert pour réécrire cette partie du préambule et je me suis joint à eux.

## Pourquoi le FPR avait-il besoin de vous ?

Ils me cherchaient pour améliorer leur image politique. Le FPR était un mouvement fondamentalement tutsi à l'origine mais qui devait obtenir l'aval des Hutus pour acquérir une reconnaissance internationale.

## Quels étaient vos espoirs ?

Je voulais parvenir à faire plier le régime d'Habyarimana pour permettre une ouverture démocratique au Rwanda. Il était nécessaire de le forcer à définir une citoyenneté rwandaise qui succède à une citoyenneté ethnique et régionaliste. Il fallait l'obliger à respecter les libertés fondamentales et le pluralisme politique.

## N'y avait-il donc aucun parti politique à l'intérieur du Rwanda capable

## de militer pour des idées semblables ?

Seul le FPR avait un réel pouvoir politique et était capable de faire bouger les choses. L'opposition intérieure avait attendu le discours de La Baule pour oser se manifester. Ce n'est qu'en novembre 1990, dans une espèce de fuite en avant, qu'Habyarimana a autorisé le multipartisme en invitant également le FPR à se restructurer comme un parti. L'opposition rwandaise a été créée à coups de sifflet !

## Quel était votre rôle au sein du FPR ?

Je faisais l'interface entre l'opposition intérieure et le FPR. Il s'agissait pour le FPR de contrer la propagande du régime en cherchant tous les points de convergence possibles entre l'opposition interne au Rwanda et la guérilla.

## Quels étaient vos principaux interlocuteurs au sein du FPR ?

A Kampala, je voyais Paul Kagame, Alex Kanyarengwe...

## Le FPR savait-il qu'un génocide menaçait les Tutsis de l'intérieur ?

Bien sûr ! Tous les responsables le savaient. Cette menace de génocide était une composante de la politique rwandaise depuis 1965. C'était une politique de prise d'otages. Le gouvernement d'Habyarimana a tablé sur cette prise d'otages pour s'assurer que les Tutsis n'attaqueraient pas. Et de fait, les massacres ont commencé dès le déclenchement de la guerre en 1990.

## Qui soutenait le FPR à l'intérieur du Rwanda ?

En avril 1994, quand la guerre a eu lieu, le FPR avait un nombre important d'adeptes à l'intérieur du pays. Ils étaient essentiellement tutsis. Les Hutus, spontanément, n'avaient pas confiance.

Les Tutsis avaient été mis à l'écart de la vie publique depuis 1959. Ils avaient donc des raisons objectives de se rallier au FPR. Quant aux Hutus, ils se rappelaient les abus de la monarchie. Les Hutus aussi voulaient un changement de régime, mais sans aide extérieure. Ils étaient dans cette logique qui veu-

qu'entre deux diables, on préfère celui que l'on connaît le mieux.

## Comment êtes-vous parvenu à vous libérer de ce manichéisme interne à votre société ?

Depuis 1975, je vivais à Nairobi en compagnie notamment de Tutsis rwandais qui m'ont aidé. J'ai donc pu surmonter ce problème de communication entre nos deux ethnies.

## Qui sont, d'après vous, les auteurs de l'attentat contre l'avion qui transportait Habyarimana, le 6 avril 1994, lorsqu'il allait atterrir à Kigali ?

Je n'exclus aucune hypothèse. Le FPR comme les FAR (Forces armées rwandaises, NDLR) pouvaient le faire. La responsabilité de cet attentat est en tout cas rwandaise.

## Quel aurait été l'intérêt du FPR dans cet attentat ?

Le FPR pensait que la Minuar (Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda, NDLR) allait intervenir pour empêcher les massacres et que la mort d'Habyarimana conduirait, sur le plan intérieur, à une situation *de facto* qui forcerait les autorités à composer véritablement avec lui.

## Pourquoi les FAR auraient-elles fait cet attentat ?

Le président Habyarimana avait fait selon eux trop de concessions au FPR. Pour beaucoup de FAR, il fallait à tout prix stopper le processus de paix mis en place à Arusha.

## Comment expliquez-vous que le gouvernement du FPR, dont vous faisiez partie à l'époque, n'ait pas ouvert

## d'enquête sur cet attentat qui a conduit au massacre de plus de 500 000 Tutsis et Hutus modérés ?

Certes, le gouvernement rwandais n'a pas fait sa propre enquête. Il a néanmoins proposé à toute personne concernée d'en faire une. Personne n'a pris la balle au bond.

Mettez-vous à la place d'une armée qui vient de se battre et de prendre le pouvoir. Elle avait beaucoup d'autres choses à faire. D'après ce que je sais, le

**"Mon espoir était de faire plier le régime Habyarimana"**

jour même de l'attentat, la Garde présidentielle a interdit à la Minuar de s'approcher de l'appareil. Par contre, les Français y ont eu accès. Il y avait eu d'ailleurs trois Français tués dans cet avion. La France n'a jamais révélé les résultats de ses investigations.

**Quelle a été la réaction du FPR à la nouvelle de l'attentat ?**

J'étais alors dans les bâtiments du Parlement, à Kigali, avec un bataillon du FPR. Quand ils ont appris la nouvelle, ils ont dit : "Bon débarras !" Mais il y a eu des milliers de Rwandais qui ce soir-là ont dit : "Bon débarras !", sans pour autant appréhender l'ampleur des événements que cet attentat avait déclenchés.

**Que s'est-il passé immédiatement après cet attentat ?**

Il y a eu un flottement. Dans un premier temps, les FAR ont voulu prendre le pouvoir mais ils en ont été empêchés par l'ONU. "Trouvez une formule qui respecte les accords d'Arusha", leur a dit l'ONU.

**Et là, où étiez-vous, dans le Parlement ?**

A 6 heures, les FAR ont commencé à tirer sur nous. Dans l'après-midi, les tirs continuaient et se rapprochaient.

A 17 heures, devant la densité des tirs, le détachement du FPR a décidé de passer à l'offensive de manière préventive.

Ils étaient officiellement 600 dans le Parlement et peut-être un peu plus. Leur objectif était de protéger les dignitaires présents. En tant que responsable politique, je m'interrogeais sur les capacités de défense de ces 600 hommes. Mais l'état-major du FPR m'avait affirmé qu'ils pouvaient arrêter plusieurs bataillons. Ils sont parvenus à ouvrir un périmètre défensif d'un kilomètre de circonférence autour du Parlement jusqu'au 11 avril. Le 11 avril, à 4 h 30, des renforts sont arrivés de Malindi. Il faisait jour. Ils sont arrivés en ligne, comme si c'était une promenade. Ils se sont installés dans les tranchées et les autres sont passés à l'offensive sur les collines, le gouvernement a fui et s'est installé à Gitarama.

**Trois mois plus tard, quand le FPR a pris Kigali, comment a-t-il été accueilli par les habitants ?**

Je suis arrivé à Kigali le 5 juillet. Les magasins étaient ouverts. La population sortait sponta-

nément pour souhaiter la bienvenue aux militaires. Mais Paul Kagame a montré qu'il n'était pas un chef de guerre : ses soldats se sont livrés à des massacres sélectifs contre les Hutus, les magasins ont été pillés, les officiers ont pris possession des stocks.

**Quel a été le rôle de la France dans le Rwanda des années 1990-1994 ?**

La coopération militaire française était présente au Rwanda depuis les années soixante-dix. Ce

n'était pas la seule. Il y avait aussi la Belgique, l'Allemagne et les États-Unis. Mais à partir de 1990, la France s'est laissée prendre dans la propagande du régime qui disait que le Rwanda se faisait agresser non par ses propres nationaux mais par une armée étrangère et anglophone. La France a opté pour une coopération militaire renforcée et fermée les yeux sur les atteintes aux droits de l'homme du régime Habyarimana.

**L'opération Turquoise a-t-elle participé à la continuation du génocide ?**

C'est une fausse question. Ce n'est pas parce que les Français ont mis les pieds au Rwanda que les massacres pouvaient s'arrêter du jour au lendemain. La France n'a pas immédiatement dénoncé le génocide, pas plus que les États-Unis ou la Belgique. Mais c'est tout de même Édouard Balladur, alors Premier ministre, qui le premier a osé dire qu'il y avait un génocide au Rwanda. La France a justifié le raid Turquoise en disant qu'elle venait arrêter les massacres.

**Quelles étaient les relations de la France avec le FPR ?**

J'ai été témoin des premières tentatives de contacts entre la France et le FPR. C'est moi qui ai conduit le premier porte-parole français auprès de Kagame en lui garantissant que la France ne venait pas combattre le FPR. Un téléphone rouge a été immédiatement installé entre le général Fourcade et Paul Kagame afin de leur permettre de communiquer à tout moment.

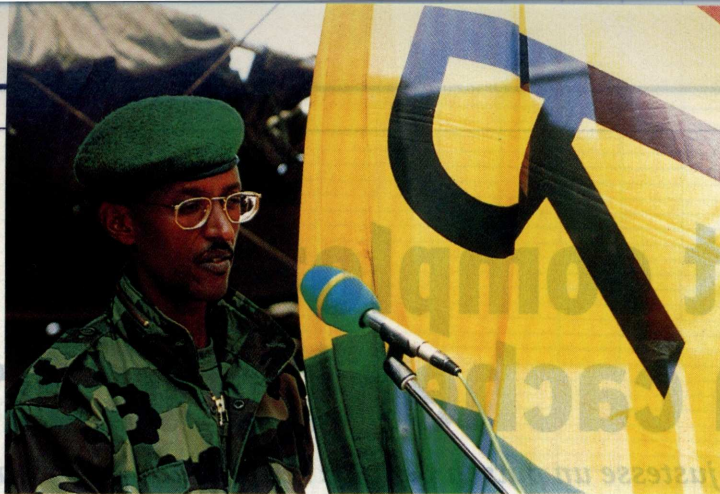
**Quelles étaient les relations entre Fourcade et Kagame ?**

Très bonnes. Il n'y a eu qu'un seul inci-



1994, exode et tueries se poursuivent.

SIPA PRESS



En juillet 1994, le FPR s'empare de Kigali.

dent : quand les militaires français sont venus évacuer des orphelins et des personnalités ecclésiastiques de Butare, au sud du Rwanda, à la demande de ces dernières. A leur départ de Butare, ils se sont trouvés face à des militaires du FPR qui les attendaient et qui ont tiré sur eux. Les Français ont riposté. Il n'y a pas eu de blessé. A ce moment, le téléphone a bien fonctionné entre Kagame et Fourcade.

### Comment s'est passée la formation du gouvernement à la suite de la prise de pouvoir du FPR ?

Le FPR a appelé les rescapés de tous les partis. Le FPR s'octroyait la présidence que les accords d'Arusha réservait au parti du défunt Habyarimana et créait une vice-présidence.

Mais il a vite décidé de tout imprimer de son cachet. L'armée a pris en charge la police et la justice. Elle s'est immédiatement comportée comme une armée qui vient de faire un coup d'État. Elle s'est mise à traiter les députés et même les ministres comme des domestiques. Au yeux de l'opinion internationale, le FPR respectait apparemment les accords d'Arusha. Dans les faits, rien ne se décide désormais au Rwanda en dehors de l'état-major.

**Vous étiez ministre de l'Intérieur du nouveau régime, puis vous avez décidé de démissionner un an plus tard. Pour quelles raisons ?**

Je suis parti en août 1995, quelques jours avant le massacre de Kana-ma, parce que je ne voulais pas tomber dans le piège dans lequel s'est emprisonné le FPR. Le FPR a mis en place un mécanisme de marginalisation sociale des Hutus et des rescapés du génocide qui s'accompagne de massacres, d'assassinats, d'appropriations des biens d'autrui. Et depuis mon départ, c'est allé *crescendo*. Même les Tutsis rescapés du génocide sont marginalisés par les nouveaux maîtres.

**Pourquoi ?**

Les nouveaux maîtres les accusent d'avoir trahi le pays en étant restés au Rwanda

après la révolution de 1959. Dans l'idée de certains rapatriés, qu'ils expriment ouvertement, c'est donc un peu de leur faute s'ils se sont fait tuer.

### Comment expliquez-vous que les massacres de populations civiles hutues par l'armée se soient poursuivis et accentués parfois ?

Le régime actuel, s'il n'encourage pas les massacres, les autorise. Les militaires qui ont commis des massacres sans être punis recommencent.

### La rébellion hutue a elle aussi multiplié les massacres de populations civiles tutsies...

Dès janvier 1997, l'armée rwandaise a systématiquement éliminé les ex-FAR qui étaient revenus dans le pays. Ils les ont assassinés avec leur famille. Certains ont été arrêtés et retrouvés pendus dans leur cellule. J'essaie de me mettre à la place de ces réfugiés, forcés de retourner dans leur pays et de faire face à une mort programmée. Il n'est pas étonnant que certains aient choisi de mourir l'arme à la main.

### Comment expliquez-vous que la rébellion hutue soit toujours aussi nuisible malgré la destruction des camps de réfugiés fin 1996 et la mort de centaines de milliers de réfugiés hutus ?

Après la destruction des camps de réfugiés, l'AFDL (Alliance des forces démocratiques de libération, NDLR) s'est précipitée vers Kisangani, laissant des régions, comme le Masisi, aux mains de la rébellion hutue. En outre, Kagame avait envoyé tellement d'hommes aux côtés de Kabila que le Rwanda était dégarni. On pouvait aller de Kigali, au centre, jusqu'à

Gysenie, au Nord-Ouest, sans voir un militaire ! Des ex-FAR se sont infiltrés au Rwanda quand les militaires rwandais combattaient dans l'ex-Zaïre.

### Paul Kagame accuse la population civile hutue de soutenir les rebelles dans le Nord-Ouest. Pensez-vous que cette rébellion soit populaire ?

Le régime de Kagame fait actuellement la même erreur que celui d'Habyarimana, en 1990. Au départ, une partie de la population aurait probablement dénoncé les rebelles hutus au gouvernement. Mais plus les années passent, plus la répression se renforce, plus les Hutus se radicalisent. Que pensez-vous que devienne un paysan dont la fille s'est fait violer pendant des jours par des militaires qui lui volent aussi ses choux et ses vaches ? La rébellion grandit en fonction de la répression de l'armée. Plus la répression est forte, plus la rébellion gagne en popularité. Les Hutus restés au Rwanda en 1994 ne s'attendaient pas à subir une répression à grande échelle. La plupart étaient des Hutus modérés. Mais beaucoup sont tombés depuis dans l'extrémisme. Ils sont plus attentifs aux problèmes posés par l'ethnicité qu'ils ne l'étaient.

### Dès lors, quel avenir pour le Rwanda ?

Kagame pense que tous les problèmes ont une solution militaire. Mais tant que l'armée est dans le même esprit que la rébellion, répondant à chaque massacre de Tutsis par un massacre de Hutus, il n'y a pas d'issue militaire possible. La seule issue pour sortir de la radicalisation de la société rwandaise serait une intervention militaire internationale qui puisse faire taire les protagonistes armés. Ce serait une solution transitoire, la seule à mon avis qui permettrait à la volonté des Rwandais de ne plus être l'otage des groupes armés.

### Cette solution a le parfum de l'impossible, ne trouvez-vous pas ?

Il y avait une autre solution : l'auto-amendement du régime. Mais le régime a déjà dépassé ce stade.

Propos recueillis à Nairobi par

ALBA MORASUTI

**"Même les Tutsis rescapés sont marginalisés par les nouveaux maîtres"**